

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 03/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats  
Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIERES GSM**

3 rue du Charron  
CS 90412  
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2022-1136-rapport

Code AIOT : 0006301195

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement CARRIERES GSM implanté La Coche SAINTE PAZANNE - SAINT HILAIRE CHALEONS 44680 STE PAZANNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES GSM
- La Coche SAINTE PAZANNE - SAINT HILAIRE CHALEONS 44680 STE PAZANNE
- Code AIOT : 0006301195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le fonctionnement de la carrière de roches massives de Sainte-Pazanne est autorisé jusqu'en 2024.

La société GSM est également autorisée à procéder au remblaiement de la carrière à l'aide de déchets inertes extérieurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Acceptation de déchets inertes pour le remblaiement de la carrière

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

**Il a été constaté que la plate-forme de déchargement des déchets inertes n'était pas équipée sur toute sa longueur d'une protection (merlon) pouvant empêcher la chute d'un camion dans l'excavation lors du recul de celui-ci avant déchargement.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 15/06/2009, article 2.1.1.22	/	Sans objet
2	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
3	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
7	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vérification des documents	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
6	Registre de refus	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en oeuvre de la procédure d'acceptation préalable doit être améliorée. En effet, l'exploitant valide des demandes d'acceptation préalables alors que les informations nécessaires pour s'assurer que les apports ne proviennent pas d'un site contaminé ne sont pas systématiquement fournies par le producteur des déchets. Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en place une réelle vérification des apports de déchets lors du déchargement des camions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déchets interdits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/06/2009, article 2.1.1.22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblaiement par des matériaux extérieurs inertes est autorisé aux seules fins de remise en état du site. Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement (béton, briques, tuiles et céramiques, mélanges de béton/tuiles/céramiques, terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, de terres et pierres....). «Un déchet inerte ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Il ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas d'autres matières avec lesquelles il entre en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines». Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, produits putrescibles, métaux, plâtre, etc.
<b>Constats :</b> Sur la plate-forme de déchargement, il a été constaté la <b>présence de quelques indésirables non inertes (métaux, végétaux, plastiques)</b> en mélange avec des déchets inertes.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'agente de bascule a décrit les opérations réalisées à l'arrivée d'un camion apportant des déchets inertes sur le site.</p> <p>Les chantiers doivent disposer d'un document d'acceptation préalable validé par le service commercial. Si celui-ci n'est pas validé en amont, l'agente de bascule transmet le DAP au service commercial. <b>Le camion décharge les déchets sur la plate-forme et le chargement est accepté sans que le DAP soit validé préalablement.</b></p> <p>Par ailleurs, des DAP ont été consultés sur le site. Le document prévoit trois catégories avec une coche oui/non pour préciser l'environnement du chantier et un risque de contamination éventuel. Il prévoit une catégorie "autre" pour permettre la description d'un autre environnement de chantier.</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce modèle de DAP n'est pas celui qui est systématiquement utilisé. Il est parfois utilisé un modèle plus ancien qui ne prévoit pas d'information sur le type de chantier,</li> <li>- les coches ne sont pas toujours toutes remplies,</li> <li>- lorsque les trois catégories de chantier sont cochées « non », la rubrique « autre » n'est pas toujours complétée,</li> <li>- l'adresse du chantier n'est pas toujours précise.</li> </ul> <p><b>La procédure d'acceptation préalable ne permet donc pas de justifier que les chantiers qui ont été acceptés proviennent d'un site non contaminé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Document préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :** Le modèle de DAP consulté lors de la visite d'inspection prévoit effectivement les informations demandées. Des DAP complétées ont été consultées et il a été constaté que **les coordonnées et numéro SIRET du producteur des déchets et du transporteur ne sont pas systématiquement complétés. La localisation du chantier n'est pas toujours précise et se limite parfois au nom de la commune et les quantités de déchets prévues ne sont pas toujours indiquées.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Vérification des documents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que, à l'arrivée d'un camion apportant des déchets inertes sur le site, l'agente de bascule vérifie que le chantier concerné dispose bien d'un DAP validé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Contrôle visuel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

**Constats :** A l'arrivée d'un camion transportant des déchets inertes sur le site, l'agente de bascule vérifie le dessus du chargement à l'aide d'une caméra. Le premier contrôle visuel est effectivement réalisé.

Le camion est ensuite dirigé vers la plate-forme de déchargement. Le chauffeur d'engin ou le chef de carrière contrôle ponctuellement les arrivages. Une caméra, équipée d'un zoom puissant,

permet également de vérifier les matériaux une fois ceux-ci déchargés sur la plate-forme. Cependant, l'ensemble de la plate-forme n'est pas visible et la caméra ne permet de visualiser que l'avant des matériaux. D'après l'exploitant, les enregistrements de la caméra permettent de retrouver le camion qui a apporté un chargement non conforme a posteriori. Cependant, **ces contrôles ne répondent pas à l'obligation de contrôle visuel lors du déchargement du camion.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Registre de refus

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- [...]

- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :** Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un registre de refus. Au cours de l'année 2022, 16 apports ont ainsi été refusés, principalement pour cause de présence d'enrobés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.

**Constats :** L'exploitant n'a pas mis en place ce registre ni la transmission au registre électronique RNDTS. Une période de tolérance été décidée par le ministère chargé de l'écologie pour la transmission au RNDTS jusqu'au 31/12/2022. Cependant, **la tenue du registre doit être réalisée.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet